

Washington Wall Street Watch

N°2024-13- Le 4 avril 2024

Une publication de l'Antenne de New-York du SER de Washington

SOMMAIRE

Conjoncture

- L'inflation et sa composante sous-jacente augmentent en ligne avec les attentes

Politiques macroéconomiques

- Jerome Powell insiste sur l'indépendance politique de la Fed

Services financiers

- Le *Department of Labor* renforce les standards d'intégrité des gestionnaires de plans d'épargne retraite

Situation des marchés

Brèves

CONJONCTURE

L'inflation et sa composante sous-jacente augmentent en ligne avec les attentes

Selon les [estimations](#) du *Bureau of Economic Analysis* (BEA), l'indice des prix des dépenses de consommation personnelle (*Personal Consumption Expenditure* - PCE) a augmenté de +0,3 % en février, après +0,4 % en janvier et sa composante sous-jacente (hors énergie et alimentation) a augmenté de +0,3 % après +0,5 %. Les marchés anticipaient une hausse de respectivement +0,4 % et +0,3 %. Sur douze mois glissants, l'inflation augmente de +2,5 % en février (après +2,4 %) et sa composante sous-jacente de +2,8 % (après +2,9 %).

En évolution mensuelle, les prix de l'énergie ont bondi, à +2,3 % en février après -1,4 % mais les prix de l'alimentation ont ralenti, à +0,1 % (après +0,5 %). Sur douze mois glissants, les prix de l'énergie ont reculé de -2,3 % (après -4,9 %) et ceux de l'alimentation ont augmenté de +1,3 % (après +1,4 %).

En évolution mensuelle, les prix des services ont augmenté de +0,3 % (après +0,6 %) et ceux des biens de +0,5 % (après -0,2 %). Sur douze mois glissants, les prix des services ont augmenté de +3,8 % (après +3,9 %) et ceux des biens ont baissé de -0,2 % (après -0,5 %).

	Évolution mensuelle		Évolution annuelle	
	Février	Janvier	Février	Janvier
PCE	+0,3 %	+0,4 %	+2,5 %	+2,4 %
PCE sous-jacent	+0,3 %	+0,5 %	+2,8 %	+2,9 %
Énergie	+2,3 %	-1,4 %	-2,3 %	-4,9 %
Alimentation	+0,1 %	+0,5 %	+1,3 %	+1,4 %
Services	+0,3 %	+0,6 %	+3,8 %	+3,9 %
Biens	+0,5 %	-0,2 %	-0,2 %	-0,5 %

Source: BEA.

POLITIQUES MACROECONOMIQUES

Jerome Powell insiste sur l'indépendance politique de la Fed

Lors d'une prise de [parole](#) à l'Université de Stanford le 3 avril, le Président de la Fed Jerome Powell a dédié la seconde partie de son discours à l'importance de l'indépendance politique de la Fed. J. Powell a rappelé que le double mandat de la Fed s'inscrivait dans une perspective de long-terme et ne pouvait être perturbé par des questions politiques de plus court terme. En outre, il a pointé les efforts de transparence de la Fed : multiplication des prises de paroles des gouverneurs et des présidents de Fed régionales, publication des minutes

du FOMC, audition semi-annuelle du Président au Congrès, etc.

En effet, dans un contexte où les élections de novembre approchent, J. Powell semble pris en étau entre d'un côté les Démocrates qui le pressent de baisser les taux et de l'autre les Républicains qui pourraient l'accuser de favoriser la campagne de Joe Biden si les baisses soutenaient l'activité. Par ailleurs, Donald Trump, candidat républicain à la présidentielle, a déjà [indiqué](#) en février 2024 que s'il était élu, il ne reconduirait pas le mandat de président de J. Powell.

SERVICES FINANCIERS

Le Department of Labor renforce les standards d'intégrité des gestionnaires de plans d'épargne retraite

Le 2 avril 2024, le *Department of Labor* (DoL), chargé notamment de la régulation des plans d'épargne retraite professionnels (*Individual Retirement Accounts* – IRAs), a [finalisé](#) une règle visant à réhausser les exigences d'intégrité des gestionnaires de ces plans (*Qualified Professional Asset Manager* - QPAM). La proposition de règle avait été [publiée](#) en juillet 2022.

Pour mémoire, le statut de QPAM autorise les institutions financières (banques, sociétés de gestion d'actifs) à gérer des IRAs sous certaines conditions. Il constitue une exemption à l'*Employee Retirement Income Security Act* (ERISA) de 1974, qui interdit la gestion de ces plans à toute partie intéressée (« *party in interest* »). La nouvelle règle amende les modalités d'éligibilité au statut du QPAM pour la première fois depuis son introduction en 1984.

La nouvelle règle prévoit notamment que les QPAM, leurs filiales ou les personnes actionnaires de plus de 5 % d'une QPAM ayant fait l'objet d'une condamnation pour un délit financier dans un pays étranger seront rendus inéligibles à leur statut de

QPAM pour 10 ans. Contrairement à la proposition initiale, la règle exclut un certain nombre de pays désignés comme adversaires des États-Unis (Chine, Corée du Nord, Russie, Iran, Cuba et Venezuela). Cette modification résulte notamment du [commentaire](#) porté par le sénateur Bill Cassidy (R – Louisiane) sur une possible instrumentalisation de cette mesure par les puissances étrangères rivales. La règle prévoit un délai de transition d'un an pour changer de QPAM pour les plans concernés par un gestionnaire devenu inéligible. La règle réhausse par ailleurs le seuil d'actifs sous gestion et de fonds propres minimum des QPAM à respectivement 135 M USD et 2 M USD (contre 85 M USD et 1 M USD actuellement) en partant du principe que les grandes institutions financières pourraient mieux résister à l'influence induite des parties intéressées et rester indépendantes.

Les associations de représentants de l'industrie financière (SIFMA, *Investment Company Institute*, *American Bankers Association*, SPARK *institute* et *US Chambre of Commerce*) s'étaient [opposées](#) à la règle en décembre dernier, y voyant une entrave à leurs opérations courantes.

La règle entrera en vigueur 75 jours après sa publication au registre fédéral.

SITUATION DES MARCHES

Au cours de la semaine écoulée (de vendredi à jeudi), l'indice S&P 500 a baissé de -1,9 % à 5 148 points. L'indice a connu une évolution mouvementée : il a d'abord baissé avec des discours restrictifs des responsables de la Fed soutenus par des indices PMI manufacturiers supérieurs aux attentes et désormais en zone d'expansion. Il est ensuite remonté au cours de la semaine avec les indices PMI du secteur des services en-deçà des attentes et le discours

de J. Powell qui a paru moins restrictif, avant de chuter à nouveau le 4 avril en *intraday* sur fonds d'inquiétudes, liées notamment aux tensions géopolitiques entre Israël et l'Iran.

Sur la semaine écoulée, les rendements des obligations souveraines américaines (*Treasuries*) à 2 ans et 10 ans ont augmenté à respectivement 4,65 % (+2 points de base) et 4,31 % (+10 points de base).

BREVES

- Selon le [rapport](#) de l'ADP (*Automatic Data Processing*), les créations d'emploi dans le secteur privé ont augmenté de +184 000 en mars, dépassant les attentes du marché à +155 000. Elles sont tirées par les loisirs et l'hôtellerie et la construction. Les salaires ont augmenté de +5,1 % en glissement annuel (inchangé par rapport à février) pour les travailleurs qui ont conservé leur emploi et +10 % (après +7,6 %) pour ceux qui ont changé d'emploi.
- L'indice PMI manufacturier [publié](#) le 1^{er} avril par l'*Institut for Supply Management* (ISM) s'est établi à 50,3 en mars (après 47,8), dépassant largement les attentes du marché à 48,1. Il passe en zone d'expansion pour la première fois depuis septembre 2022. L'indice est tiré par les nouvelles commandes, la production, l'emploi et les prix. L'indice PMI des services [publié](#) le 3 avril a légèrement baissé en mars à 51,4 (après 52,6), bien en-deçà des attentes (52,7). Ce recul s'explique notamment par le carnet des commandes, les prix, et les livraisons des fournisseurs.
- Le 27 mars, l'*Office of the Comptroller of the Currency* (OCC), régulateur des *national banks*, a [publié](#) les résultats des activités de trading des banques commerciales américaines et des caisses d'épargne (*savings associations*) pour le 4^{ème} trimestre 2023. Le revenu global des activités de trading de ces établissements s'est établi à 11,6 Md USD, en baisse de -11,5 % par rapport au 3^{ème} trimestre, et en hausse de +20,4 % par rapport au 4^{ème} trimestre 2022.
- Le 2 avril, la Fed a [publié](#) la méthodologie détaillée des scénarios de ses prochains tests de résistance (*stress-tests*) bancaires [présentés](#) en février dernier. Cet exercice évaluera dans les mois à venir la résistance de 32 grandes banques qui opèrent aux États-Unis face à différents scénarios économiques et financiers adverses. Les résultats des *stress-tests* seront publiés à la fin du 1^{er} semestre et serviront notamment de base à la calibration des exigences de fonds propres.
- Le 2 avril, James McKernan, membre du conseil d'administration de la *Federal Deposit Insurance Corporation* (FDIC), l'autorité de résolution et de garantie des dépôts des banques, a [déclaré](#) au *Wall Street Journal* travailler sur un plan visant à renforcer le contrôle de la FDIC sur les plus grandes sociétés de gestion d'actifs (notamment, les « *big three* » - BlackRock, Vanguard et State Street) détenant plus de 10 % de prises de participations dans les banques.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Antenne de New-York du Service économique régional de Washington

Rédaction : Raphaël Lee, Sixtine Lyon, Lorelei Durand-Agache, Galina Natchev

Abonnez-vous : afws@dgtresor.gouv.fr